

**CRISE OU DECLIN DU CAPITAL SOCIAL ?
OU
LE CAPITAL SOCIAL, FACTEUR DE DEVELOPPEMENT LOCAL**

La participation citoyenne, les relations informelles, sont en diminution. Ce déclin du capital social a des conséquences néfastes sur l'action collective et la démocratie.

Un politologue américain, Robert Putman, a attiré l'attention sur ce phénomène par la publication, au printemps 2000, de son livre "Bowling alone. The collapse and revival of american community".

Le capital social se rapporte aux relations aussi bien formelles qu'informelles, à leur capacité à produire des compétences, des ressources et des obligations mutuelles, à générer la confiance et la réciprocité.

Les réseaux sociaux ont de la valeur. A la fois bien privé et bien public, le capital social agit comme une "colle" et un "lubrifiant" : c'est une ressource pour les individus, mais aussi pour la société dont il accroît les performances collectives.

Mais nous vivons – bien que les apparences tendraient à démontrer le contraire – une alarmante diminution des relations sociales. Souvent pris dans une profusion d'activités professionnelles et de consommations, surtout ludiques, chacun tend désormais à être le seul acteur, mais aussi le seul spectateur, de sa propre diversité : profonde solitude et terrible challenge (car plus les affinités sont électorales, plus la société se fait sélective).

Pour Marcel Gauchet, les années de crise auront été des années de consécration au bonheur individuel, à une poussée d'individualisme : les "masses" disparaissent, les "classes" passent au second plan, les "nations" cessent de compter en tant que communauté, les religions sont désertées, les villages et quartiers ne sont plus nécessairement les lieux de vie. Tout ceci s'inscrit sans doute dans la logique du néolibéralisme qui vise "la destruction des instances collectives construites de longue date : famille, syndicats, partis, et plus généralement culture.

On peut raisonnablement penser qu'au bout du processus, le déclin du capital social menace les fondements de la démocratie. Se pose ainsi la question du type de projet de société que l'on a pour une collectivité. Nous satisferons-nous d'une société de Liberté et d'Egalité ou y inclurons-nous également la Fraternité ?

1. QU'EST-CE QUE LE CAPITAL SOCIAL ?

- 1.1. Le capital social est l'ensemble des liens, contacts et réseaux, qu'un individu, un groupe ou une collectivité entretient avec son entourage.
- 1.2. Pour les individus, c'est l'ensemble des relations formelles et informelles qui comptent le plus dans la vie quotidienne des gens, car souvent synonymes de camaraderie, sympathie, relations sociales, bonne volonté... qui forment une unité sociale.
- 1.3. Cette unité sociale est construite à partir des contacts, liens, réseaux, qui à leur tour produisent des échanges, des compétences, des ressources, des obligations mutuelles...
- 1.4. En un mot, les liens, les contacts, les réseaux :
 - produisent une réciprocité généralisée : *"Je fais cela pour toi sans attendre de ta part une contrepartie immédiate, mais je suis confiant qu'à l'occasion quelqu'un me le rendra"*;
 - cette réciprocité crée la confiance, le rapprochement avec l'autre.
- 1.5. En fin de compte, pour le développement local, on constate qu'une société caractérisée par la réciprocité, la confiance, la proximité avec l'autre, est plus efficiente qu'une société méfiante.

2. LES CONTACTS ET LES RESEAUX SOCIAUX SONT UNE VALEUR

2.1. C'est un bien privé :

- liens affectifs ou fonctionnels et ressources pour les individus
- avec leurs effets psychologiques et biologiques positifs
- qui améliorent la vie individuelle

2.2. C'est un bien public :

- Le capital social constitue une ressource socio-économique au même titre que le capital financier ou humain. Les relations et les réseaux jouent un rôle évident dans le développement social et économique.
- En effet, le capital social accroît les performances collectives. Il peut être renforcé pour faciliter l'action collective, pour provoquer un changement ou pour faire face à un problème.
- Le capital social est un concept (= contacts et réseaux, individuels et collectifs, formels et informels), qui met en évidence l'importance des notions de coopération et de confiance comme fondement et outil de l'échange entre les individus et entre les groupes.

2.3. Le capital social est une "colle" et un "lubrifiant" pour la vie en société :

Il faut distinguer les multiples formes de liens sociaux : formels, informels, professionnels, familiaux, de quartier, de service, de loisirs, d'engagements, etc...

- les liens (forts) qui me relient à mes proches sont bons pour me ressourcer, me reconforter :
 - ils unissent et agissent comme "colle" sociologique;
- les liens (faibles) entre personnes évoluant dans des cercles différents sont bons pour avancer et évoluer (même par la confrontation) :
 - ils relient des différences et agissent comme "lubrifiant" sociologique.

3. LA DIMINUTION DES RELATIONS SOCIALES

3.1. Quelques exemples :

3.1.1. La religion :

- Déclin de la pratique religieuse depuis les années '60. Les nouvelles formes religieuses (de plus en plus minoritaires) produisent moins de capital social :
 - moins d'œuvres et de mouvements paroissiaux;
 - la religion est moins communautaire, mais plus privée et plus tournée vers l'intérieur.

3.1.2. Le syndicalisme :

Le type de syndicalisme a changé, le syndicat est vécu comme agent négociateur, plus comme mouvement social.

3.1.3. La politique :

- Déclin de la participation citoyenne dans les campagnes électorales ou dans les comités politiques, alors que les ressources financières et les professionnels sont plus nombreux;
- Il y a de fait tendance à la professionnalisation, à la commercialisation et à la médiatisation-spectacle de la politique;
- Le plus grand parti : celui des abstentionnistes (36 % d'abstention au 1^{er} tour des législatives françaises de 2002) :
 - ceux qui profitent de la croissance ont le sentiment de ne plus avoir besoin de politique : *"Ce qui me ferait voter, c'est quand il y aurait danger"*;
 - ceux qui sont exclus de la croissance ont le sentiment d'être délaissés par les politiques.
- L'action politique et les hommes politiques sont généralement extrêmement décriés par l'opinion publique.

3.1.4. Les associations :

- Développent de moins en moins la participation directe dans la vie civique, et développent par conséquent de moins en moins de pratiques civiques directes et locales de la part du commun des mortels;

- Favorisent plus l'associatif de délégation que l'associatif de participation : on propose de faire confiance à quelques leaders charismatiques, entrepreneurs sociaux médiatiques, régulièrement réélus dans leurs associations, sans guère de véritable rotation.

3.1.5. Les relations professionnelles :

- sont de nature instrumentale, ne représentent que 10 % des amis, sont moins profondes que les relations de voisinage;
- l'entreprise n'est plus le lieu où l'on fait ses classes (avec un maître, un apprenti, ou un "compagnon"), mais le lieu où l'on fait ses preuves – sous l'exigence croissante du "sans faute";
- les formes anciennes de paternalismes qui, au moins, protégeaient les plus faibles, se sont trouvées liquidées sans être remplacées;
- le licenciement s'est banalisé sans que l'on se soucie trop du devenir des personnes rejetées;
or :
 - le travail est porteur de considération sociale, d'identité et de sécurité,
 - il est aussi acte de participation à l'utilité sociale – dont on est exclu quand on n'en a plus.

3.1.6. Les relations sociales informelles :

- Moins de visites, moins de dîners familiaux, plus de fast-food; moins de jeux de cartes, moins de contacts avec les voisins, moins de visites chez des amis, plus de télévision et plus de parcs de loisirs.
- Pour la sécurité, on investit davantage dans les armes, les chiens et les serrures que dans le capital social;
- Pour les loisirs :
 - on passe moins de temps à pratiquer un sport (avec d'autres) et l'on consacre plus de temps à le regarder (souvent seul),
 - les consommations culturelles se substituent aux pratiques culturelles.

3.2. Trois tendances lourdes de la vie des organisations :

(syndicats, mutuelles, partis politiques, coopératives, ASBL, Ligue des Familles, Test-Achat, Greenpeace, Amnesty, Unicef, ONG, mouvements féministes et environnementaux...)

3.2.1. Professionnalisation et commercialisation accrues :

- Ce sont des associations, surtout très implantées dans les capitales ou dans les grands centres de décision, dont le fonctionnement repose sur des professionnels à temps plein, avec des entrepreneurs sociaux très actifs en direction des médias.
- Davantage de permanents professionnels – qui font parfois carrière dans la politique, le social ou le culturel (et ont donc tendance à instrumentaliser l'organisation à leur profit) - et moins de bénévoles.
- Le chèque (pour payer un service ou soutenir une cause), remplace l'adhésion et le temps accordé à la politique ou aux associations.

3.2.2. Emergence d'associations "par correspondance", "par délégation", du "non-engagement" :

- Les associations deviennent des organisations "par délégation", dans lesquelles adhérer signifie essentiellement payer une cotisation, donner de l'argent ou écrire une lettre ou signer une pétition pour soutenir une cause, mais on participe moins à un comité. On donne de l'argent pour soutenir une cause, on manie le stylo ou Internet, mais on ne va pas à la réunion.
- Ce sont des associations "tertiaires", des associations de services : davantage des associations de "consommateurs" que "d'adhérents"; de clients, de membres, beaucoup moins des associations de "militants".
- Les adhérents sont par conséquent très volatils et le sens de l'adhésion est très restrictif.

3.2.3. Désertion de l'animation locale :

- Les organisations se tournent de plus en plus vers le débat politique régional, national ou international, ou vers les médias nationaux, et animent de moins en moins des groupes locaux.
- Les fonctions classiques des mouvements sociaux ont été prises en charge par des professionnels payés, c'est-à-dire par une "bureaucratization du mécontentement social".
- Les organisations ne proposent guère d'engagement direct dans la vie civile locale, là où se crée le lien social. Elles ne représen-

tent plus une forme de démocratie participative à la base. Elles sont devenues des "services" ... dont on se sert... et que l'on jette.

3.3. La fin de la prédominance de l'appartenance à une classe sociale

Il y a un siècle, l'individu était défini par sa place sociale – immuable. La vie pouvait être difficile d'un point de vue matériel, mais elle ne l'était pas du point de vue psychologique.

Aujourd'hui, on naît toujours dans une classe sociale, mais on a plus de choix pour définir sa vie, on a plusieurs cartes en main, la progression sociale individuelle, coupé de son milieu d'origine, est désormais possible (la régression aussi, d'ailleurs !).

Il y a davantage de mobilité sociale, à géométries variables :

→ D'où la perte des repères, la fracture culturelle :

- Pour certains, c'est une ouverture, l'aventure et la liberté;
- Pour d'autres, c'est une insécurité : ils ne vivent plus dans un environnement stable qu'ils comprennent. Ajouter à cela la peur de perdre son statut, et voilà que naît l'insécurité généralisée.
- Comment organiser le vivre ensemble, alors que nous avons à faire à des individus indépendants des autres, qui se détachent de plus en plus de leur groupe social d'appartenance originelle ?

3.4. Le lien interpersonnel en libre service : la fin des systèmes intégrateurs

- Hier, on vivait dans des cercles institutionnels intégrateurs (village, famille, église, patrie, parti, syndicat, etc).
- Aujourd'hui, ces cercles de solidarité institutionnels perdent de leur empire :
 - après le lent délitement des communautés villageoises (ou de quartier),
 - ce fut au tour des grands appareils intégrateurs, religieux, philosophiques, syndicaux, politiques, de connaître le déclin.
- Les nouvelles bandes, associations autour de projets, cercles multiples, restent des cadres relationnels réels, mais ces solidarités n'ont plus rien d'organique (= qui a rapport à l'essentiel de l'organisation de la communauté humaine), ne se rattachent plus à des mouvements intégrateurs.

- Notre société est devenue une société des individualités :
 - l'individu est désormais le souverain; chacun cherche son bonheur individuel immédiat, qu'il va chercher là où il le trouve, hors de son milieu, sans barrières, limites, références ou appartenances;
 - c'est le temps des identifications diverses et mouvantes (même le lien matrimonial formel et indissoluble, à la fois contraignant et sécurisant, a perdu son caractère rigide d'autrefois);
 - le lien social n'entre plus dans un menu précomposé, il est "à la carte" et permet le libre déploiement personnel;
 - chacun tend à être le seul acteur, mais aussi le seul spectateur, de sa propre diversité : profonde solitude et terrible challenge (car plus les affinités sont électives, plus la société se fait sélective).

3.5. Les nouveaux modes de vie créent une culture de déclin du lien social

Bien que l'analyse soit complexe et incertaine, retenons-en quand même quatre éléments explicatifs:

3.5.1. Le manque de temps, la pression sociale, les sollicitations incessantes de consommations et de loisirs, l'activité professionnelle de la femme :

- diminuent le temps disponible (même si on travaille beaucoup moins qu'auparavant).

3.5.2. La nouvelle économie – celle des réseaux :

La nouvelle économie remplace les relations sociales par des relations commerciales.

Nos relations, nos échanges, nos activités, sont de plus en plus commerciales et contractuelles et de moins en moins sociales.

Nous évoluons vers la commercialisation de la culture et cela remplit nos vies : voyages, parcs de loisirs, cinéma, télévision, arts, spectacles, ordinateur, GSM, sport, cuisine... et même les grandes causes; nous payons pour des histoires qui remplissent nos vies.

3.5.3. Les nouveaux modes de vie et l'étalement urbain et rural :

- L'étalement urbain et rural :

- accentue la mobilité (mais la voiture nous fait passer à côté des voisins, sans les connaître et sans les saluer);
- prend du temps de transport (on passe de plus en plus de temps seul en voiture);
- la mobilité est le trait culturel dominant de notre société.
- Les nouveaux modes de vie :
 - multiplient les moments où l'on est en présence des autres mais non en leur compagnie;
 - distendent les liens communautaires : recevant des images et des sons du monde entier (TV, GSM, Internet...), nous déplaçant sans cesse en voiture, nous ne vivons plus guère dans notre propre rue :
 - il y a extensivité croissante du lien lointain et contraction du lien le plus proche (fait de conflits, de contraintes, mais aussi d'équilibre, de chaleur, de solidarités, d'interdépendances).

3.5.4. Les communications et les loisirs électroniques rendent les loisirs privés, passifs, solitaires :

- la TV, les vidéos, les ordinateurs, les jeux électroniques... diminuent beaucoup l'activité civique ;
- par ailleurs, la TV privilégie les individus par rapport aux questions sociales et politiques. (Lire un journal reste un indice d'engagement, mais l'intérêt pour le journal et pour les informations décline).

3.5.5. Mais ce sont les différences générationnelles, marquées par des croissances et des développements différents, qui apparaissent comme l'explication clef du déclin :

- La génération 1900-1940 est plus engagée que celle de 1946-1964, elle-même plus engagée que la suivante;
- Malgré une formation accrue, les générations plus jeunes sont :
 - moins bien formées politiquement que leurs parents;
 - lentes à se marier, rapides à divorcer;
 - plus individualistes mais plus tolérantes;
 - elles sont devenues matérialistes, individualistes, sans guère le sens de l'appartenance à une communauté;

- Mais pourquoi les générations précédentes ne sont-elles pas parvenues à transmettre leur sens de l'appartenance à une communauté ? A quoi est-ce dû ?
 - à l'instabilité familiale ? familles décomposées - recomposées ?
 - au travail des mères ? à la société de consommation ?
 - aux médias extrêmement individualistes ?
 - à la croissance et au développement (les nouveaux acquis, les nouveaux équilibres n'étant en fait, par les effets pervers qu'ils induisent, que des sources de nouveaux déséquilibres) ?
 - victoire militaire des deux guerres (le cataclysme de la guerre stimule la solidarité sociale; une fois la victoire acquise, la solidarité est moins nécessaire) ?
 - victoire de la reconstruction du pays (on n'a plus à se serrer les coudes pour reconstruire le pays, pour oublier les horreurs de la guerre) ?
 - victoire économique (l'enrichissement croissant permet de se payer les services et de ne plus avoir besoin de l'aide des autres) ?
 - victoire du mouvement politique et social, victoire de la social-démocratie, du suffrage universel, de la libération de l'esclave ouvrier, de l'instauration de l'Etat-providence...(les choses étant acquises, on n'a plus besoin des autres : l'Etat-providence est désormais là) ?
 - victoire de la démocratie, des sciences, de l'économie (tout ou presque, est acquis, on n'a plus besoin de personne, sauf une petite minorité d'exclus – qui en supporte d'autant moins sa condition) ?
- à la valorisation des droits de l'homme ?

Pour Marcel Gauchet¹ :

- après 1968, la valorisation des droits de l'homme – venue de la résistance au totalitarisme des pays de l'Est – relaie l'esprit de révolte de mai 68 : les droits de l'homme dessinent un avenir tendu vers la démultiplication des libertés personnelles et des plaisirs privés;
- la question de "*l'organisation du tout*", posée depuis 1945, au lendemain de la guerre, est remplacée par "*l'in-*

¹ Gauchet Marcel, "*La démocratie contre elle-même*", Gallimard, 2002, p. V et suivantes. Cette partie de l'exposé s'en inspire intégralement

dépendance des parties" depuis la cassure économique de 73-74.

Les années de crise, à partir du choc pétrolier de 1973, auront été des années de consécration au bonheur individuel, à une poussée d'individualisation, jusqu'à l'irruption d'une "culture du narcissisme", en s'alimentant à la contre-culture de la flambée activiste (68-72) : anti-autoritaire, anti-institutionnel, hédoniste...

Nous assistons à la promotion de l'individu, non pas rebelle, mais insoumis paisible, tranquillement en rupture avec l'ordre établi, dans la poursuite de son accomplissement singulier, bien décidé à ne s'accommoder ni des contraintes du mariage, ni de l'autorité dans l'éducation, ni de la hiérarchie dans l'entreprise, ni d'obligations sacrificielles de la chose publique;

Entamée àpd XVI^e siècle, la modernité remplace désormais "le droit de Dieu" par "les droits de l'homme";

Les privatisations économiques (qui débutent dans les années 60) vont de pair avec les individualisations personnelles (qui se généralisent dans les années 70 – avec notamment la "fin des idéologies").

- En une décennie (1973-1983), le monde change de base : économie, technique, politique, idéologie se métamorphosent de conserve, à l'échelle de la planète :

- l'empire surarmé de l'Est se désagrège sans un coup de feu (et disparaît en 89) et met fin à la foi dans les solutions collectivistes : les "masses" disparaissent; les "classes" passent au second plan; les "nations" cessent de compter en tant que communauté;

il ne reste debout que l'individu au milieu de la ruine de ses anciennes incorporations et appartenances;

il y a recomposition générale des formes de l'être-soi et de l'être-ensemble, correspondant à l'avènement de la société des individus, égaux et libres;

l'univers capitaliste révisé radicalement les règles de son efficacité (immense conversion de l'appareil industriel, financier, entrepreneurial, centré sur l'ordinateur et l'information).

- Se crée ainsi un individu "*sujet de droit, procédurièrement préoccupé de faire valoir ses prérogatives*".

4. LE DECLIN DU CAPITAL SOCIAL A DES CONSEQUENCES NEFASTES SUR L'ACTION COLLECTIVE ET SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL, IL MENACE LES FONDEMENTS DE LA DEMOCRATIE

4.1. Recul de la confiance et de la qualité de la vie :

4.1.1. En ce qui concerne le recul de la confiance de nos sociétés, le déclin du capital social fait reculer la réciprocité, l'honnêteté et la confiance.

En effet, le capital social crée la réciprocité, c'est-à-dire l'intérêt personnel bien compris. Cette réciprocité crée la confiance. Le déclin du capital social crée au contraire la méfiance. Or, une société qui repose sur la réciprocité généralisée est plus efficace qu'une société méfiante.

- Quand les gens ont confiance et sont dignes de confiance, la vie quotidienne, les échanges sociaux sont moins problématiques, et la vie est donc de meilleure qualité.

De plus, les personnes qui ont confiance dans les autres sont en général ceux qui sont très engagés dans la vie sociale, font plus confiance et sont plus dignes de confiance.

- Au contraire, quand les gens sont méfiants, quand ils n'ont pas confiance, la vie devient problématique.

Les gens désengagés croient qu'ils sont entourés de filous et se sentent moins contraints d'être eux-mêmes honnêtes. Aujourd'hui, les gens ont de moins en moins l'impression de vivre dans un monde honnête et moral.

Putman va jusqu'à dire qu'il y a relation entre la croissance de la criminalité et l'affaiblissement du capital social. Ceci est à retenir dans une époque d'exacerbation du "tout sécuritaire".

4.1.2. Pour ce qui est du recul de la qualité de la vie, le capital social est un des facteurs déterminants de notre bien-être :

- l'intégration sociale et le soutien moral qu'elle procure peuvent contrebalancer les difficultés, échecs, malheurs,
- les réseaux sociaux aident les citoyens à rester en meilleure santé psychique et donc biologique,
- au même titre que le mariage, la santé ou la richesse, les relations sociales sont des indices de bonheur.

4.2. Difficulté de l'action collective :

4.2.1. De l'épanouissement individuel à l'épanouissement collectif, et vice-versa

- Le capital social facilite le comportement collectif désirable, il "graisse" les rouages sociaux qui permettent aux communautés d'évoluer en douceur.
- En effet, le capital social :
 - exerce des effets individuels psychologiques et biologiques, positifs,
 - il améliore donc les vies individuelles,
 - les gens qui vivent dans un environnement riche en capital social sont moins malades, affrontent mieux les difficultés de la vie, etc,
 - Le capital social, enfin, sert aussi de canal pour des informations utiles à nos fins.
- Tous ces apports positifs du capital social font qu'une société qui repose sur la confiance et la réciprocité est plus efficiente qu'une société méfiante, et l'action collective y est donc facilitée. La qualité de vie individuelle induite par le capital social influence positivement l'organisation de l'action collective.
- L'inverse, une société méfiante, pauvres en liens et en réseaux sociaux, induit des difficultés pour l'action collective.

4.2.2. Exemples

- Selon les études de Putman, les Etats américains où les indices d'engagements sociaux sont les plus élevés, sont ceux :
 - où les enfants sont les mieux pris en charge, et donc les mieux soignés et éduqués,
 - où les enseignants remarquent un plus grand engagement des parents et moins de violences et d'incivilités des enfants,
 - où les enfants regardent moins la télévision;
 - mais aussi où les crimes violents sont moins nombreux... !
- Pour Putman :
 - dans l'explication des problèmes de sécurité, le capital social joue un rôle aussi important que la pauvreté, l'urbanisme ou la composition sociale raciale;
 - la confiance mutuelle et l'altruisme expliquent mieux que la pauvreté pourquoi un quartier est plus ou moins sûr.

4.3. Diminution des performances institutionnelles et démocratiques

4.3.1. Où sont les "écoles" de citoyenneté ?

La citoyenneté n'est pas un sport de spectacle : si la participation décline, la politique deviendra moins démocratique.

Traditionnellement, les associations et les organisations civiles ont été des lieux où l'on apprenait des compétences sociales et civiques : elles étaient des "écoles pour la démocratie". Qu'en est-il aujourd'hui ? Existe-t-il encore suffisamment "d'écoles pour la démocratie" ?

4.3.2. Impossible de faire de la politique sans liens, relations et réseaux, entre les électeurs et les élus, entre la base et le sommet de l'Etat ou de la cité.

- Si l'on a une vision de la politique et de la démocratie plus large que la défense d'intérêts privés ou spécifiques, l'interaction et le dialogue entre les électeurs et les élus sont alors un élément essentiel.
- D'une part, côté électeurs, si le capital social diminue, les citoyens seront plus tentés par le cavalier seul et négligeront les multiples devoirs civiques qui font fonctionner la démocratie. On connaît alors de graves dysfonctionnements institutionnels et démocratiques. Et c'est ce qui se passe aujourd'hui.
- D'autre part, côté élus, toutes les décisions ne savent pas être prises à Namur, à Bruxelles ou à Washington : la politique, la gestion de la cité, se joue aussi au niveau local, entre électeurs et élus, au niveau du quotidien de tous les jours. L'interaction est un élément essentiel de la démocratie. S'il y a décalage entre les élus et le peuple, alors on connaît également de graves dysfonctionnements institutionnels et démocratiques. Et c'est également ce qui se passe aujourd'hui.

C'est Gabriel Ringlet qui dit que : *"Si la politique veut se renouveler, elle doit retrouver le sens de l'ordinaire, du banal, du concret, du quotidien. Etre attentive à la dimension locale des choses, aux petits lieux. Mais cette "petitesse"-là, il faut lui donner du souffle, de la couleur et ne surtout pas séparer le local et le global. Pour atteindre le lointain, il faut passer par le proche".*

- Pour illustrer comment le capital social agit institutionnellement et démocratiquement, Putman donne notamment trois exemples :

- il raconte d'abord l'histoire de parents mécontents d'une école. Plus il y aura de capital social, plus ces parents pourront faire fonctionner une association de parents pour améliorer le fonctionnement de l'école, au lieu de changer leurs enfants d'école. En outre, cette activité d'association crée des liens et des ressources dans d'autres domaines. Le capital social ne parle pas seulement d'esprit civique, mais concerne la vie quotidienne;
- Putman dit encore avoir constaté que les Etats des USA, riches en capital social :
 - développent davantage que les autres, des politiques publiques innovantes,
 - recrutent davantage leur personnel public en fonction de leurs compétences,
 - favorisent mieux les services sociaux et éducatifs,
 - sont moins exposés à la corruption,
 - etc, etc...
- Enfin, et ceci n'est pas, symboliquement, la moindre des choses : pour Putman, le capital social est le seul facteur qui prédit le consentement aux impôts (c'est-à-dire l'acceptation positive de sa collaboration financière à l'effort communautaire).

5. QUESTIONS ET PERSPECTIVES

5.1. Du côté des parents et des adultes (Education individuelle et socle de valeurs) :

Se pose la question du sens et des valeurs, des finalités, du futur, du projet de société, de l'éducation, de la fraternité ou de l'égoïsme :

- coopération et confiance
ou
compétition et méfiance ? (à cause de l'égalité de chances et ses effets pervers !)
- acteur et créateur
ou
spectateur et consommateur ?

5.2. Du côté des écoles, des mouvements de jeunesse, des organisations culturelles et sportives (Education collective et permanente) :

Se pose la question de leur fonctionnement et des valeurs qu'elles véhiculent effectivement :

- lieux de délégation (et de confiscation du pouvoir), ou lieux de démocratie et de participation directe dans le fonctionnement ?
- comment traite-t-on les membres : spectateurs, acteurs, clients, consommateurs, membres, adhérents, militants... ?
- quels sont les objectifs réels, avoués ou non : corporatisme et individualisme d'une caste ou développement du bien commun ?
- quelles valeurs y développe-t-on : la compétition ou la coopération ?
- Exemple des écoles élitistes, qui risquent de se développer, avec la privatisation de l'enseignement;
- Exemple du foot :
 - sport de compétition dévoyée par la loi du profit et par l'idéologie de la sélection fondée sur la violence, le dopage et la force,
 - ou sport de développement des vertus pédagogiques du jeu, par le respect des règles et l'initiation à la vie en commun ?

5.3. Du côté du développement local (Action politique) :

Se pose la question du sens que l'on veut donner au développement local, des dimensions individualistes ou communautaires, matérialistes ou spiritualistes, que l'on veut privilégier. Des types de relations que l'on veut développer entre les citoyens et les dirigeants : autoritaires, paternalistes, participatifs... Se pose la question du type de projet de société que l'on a pour une collectivité.

A côté des investissements matériels, visibles et mesurables, pour :

- soutenir l'économie locale,
- bâtir de nouvelles infrastructures,
- gérer les ressources naturelles,
- accroître l'offre culturelle,
- élever le niveau de formation et de compétence des hommes et des femmes,
- ...

il faut aussi étudier une série de questions primordiales qui concernent le contenu idéologique, qui concernent donc les valeurs humaines, que l'on veut privilégier via ou pour le développement local :

- comment améliorer la circulation des idées au sein d'un quartier ?
- quels sont les freins et les moteurs à l'élaboration de partenariats ?
- comment se faire compléter les secteurs marchands et le non-marchands ?
- où se construit le sentiment d'appartenance et de bien commun ?
- comment les minorités peuvent-elles faire entendre leurs propositions ?
- comment augmenter le niveau général de confiance et de respect ?
- de quelle manière résoudre les conflits ?
- qu'est-ce qui fait que la diversité devient richesse et non contrainte ?
- comment mettre les compétences de la société civile au service du développement local ?...

autant de questions dont les réponses ont à voir avec la qualité du capital social d'une communauté.

Il est clair qu'une partie importante de l'activité des progressistes et des pouvoirs locaux, doit être de renforcer le capital social.

5.4. Comment concilier Liberté-Egalité et Fraternité ?

Il ne faudrait pas que le combat pour le rétablissement du lien social se fasse au détriment des victoires que furent celles de la liberté, de l'autonomie, de la responsabilité individuelle et de l'égalité (que permettaient peu les grands systèmes intégrateurs d'antan).

La question qui se pose est la suivante : comment convaincre les gens de choisir délibérément de renouer avec le lien social, sans mettre en péril ces victoires récentes ?

Comment concilier la Liberté-Egalité avec la Fraternité ?

Bibliographie :

- Jean-Baptiste de Foucauld et Denis Piveteau, *"Une société en quête de sens"*, Editions Odile Jacob, 1995.
- Robert D. Putman, *"Bowling alone. The collapse an revival of american community"*, Simon and Schuster, New-York, 2000.
- Sylvain Côté, *"La contribution des capacités humaines et sociales"*, Revue canadienne de la recherche sur les politiques, Volume 2, N° 1, printemps 2001.
- Gauchet Marcel, *"La démocratie contre elle-même"*, Gallimard, 2002